



Déclaration liminaire au CTL du 13 décembre 2016

Madame la Présidente,

Les élus de la CGT Finances Publiques ne siègeront pas à cette convocation du CTL mal nommé "emploi".

Comme la mal nommée "Loi travail" qui va permettre aux employeurs de priver bien plus facilement les salariés d'un vrai travail, en démantelant un code du travail chèrement gagné par nos parents, ce CT "emploi" n'a pas pour finalité d'employer, mais bien de liquider encore 24 emplois et son corolaire, nos missions.

Et pas seulement : nos droits et garanties déjà mis à mal avec le passage en force du PPCR, sont encore la cible de notre administration qui décidément, se préoccupe bien peu de ses agents !

Pourtant vous le savez, vous l'entendez à chaque instance où nous siégeons : les agents de la DGFIP, de notre DDFiP, sont en souffrance. Il n'y a plus assez d'emplois dans les services pour assurer nos missions, et la DG a décidé d'en supprimer, encore !

Bien sûr, ces choix budgétaires ne dépendent pas de la DDFiP de l'Essonne, mais vous avez la responsabilité d'assurer aux agents des conditions de travail décentes, ce qu'ils n'ont plus aujourd'hui.

Vous avez la responsabilité d'entendre et de répondre à leur SOS quand ils décident, malgré des fins de mois difficiles, de se mettre en grève pour vous alerter de leur situation.

Comme les agents des SIP de Yerres qui vous demandent de les entendre ce 15 décembre, et à qui vous répondez que vous irez le 20 décembre, pendant les vacances de fin d'année, donc avec très probablement moins de 50 % des effectifs ! N'osant croire à une provocation, craignez-vous un débat qui, inéluctablement, traitera du manque de personnel et de conditions de vie au travail qui ne sont plus acceptables, qui ne sont plus supportables ?

Nous qui sommes dans les services, qui entendons et relayons leur mal-être, savons à quel point nos services vont mal, nos collègues vont mal. Les tensions s'exacerbent tant avec les usagers qu'entre les services, et même entre les collègues, quand elles ne sont pas parfois attisées par un chef de service.

Représentants des personnels, nous voulons marquer par ce boycott notre refus de cautionner une "démarche stratégique" mortifère pour notre administration et les conditions de travail de ses agents.